

Rapport de la banque mondiale sur la situation économique de l'Algérie

“Peu d'améliorations à court et moyen termes”

Malgré une augmentation substantielle du budget de l'État et un prix du pétrole plus élevé qu'attendu, le ralentissement marqué de la production d'hydrocarbures (4,2%) a entravé la reprise de la croissance en 2018, relève la Banque mondiale dans son “rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie” publié le 1er avril dernier. “On estime que cette dernière se situait à 1,5%, alors que des projections établies en octobre 2018 la plaçaient à 2,5%, avant que l'ampleur de la baisse de la production d'hydrocarbures ne soit avérée”, précise l'institution financière internationale. Le rapport évoque la poursuite du déclin des réserves de changes et la hausse de la dette globale qui a atteint 41,9% du PIB. La dette extérieure reste faible, les déficits budgétaires étant financés par une ligne de crédit auprès de la Banque centrale. Fin janvier 2019, constate la Banque mondiale, le montant global de monnaie créée au titre de “financements non conventionnels” atteignait 6 556 milliards de dinars, soit 31,1% du PIB, ce qui est supérieur au montant cumulé des déficits budgétaires pour 2017 et 2018 (2 793 milliards de dinars). Cette situation, ajoute le rapport, s'explique par divers emplois “hors budget” de ces financements. La Banque mondiale table sur une reprise du rééquilibrage budgétaire au second semestre de 2019. Il devrait s'ensuivre un léger ralentissement des secteurs hors hydrocarbures sur l'année 2019, neutralisant une légère augmentation de la production d'hydrocarbures.

En conséquence, la croissance du PIB réel est attendue à 1,9%. Compte tenu d'un prix du pétrole plus bas, la Banque mondiale s'attend à une aggravation des déficits budgétaire et courant ; lesquels devraient atteindre respectivement 8,5% et 8,1% du PIB. À moyen terme (2020-2021), la croissance hors hydrocarbures sera freinée par la rationalisation des finances publiques. Les recettes des secteurs hors hydrocarbures apporteront une certaine marge de manœuvre pour réduire l'ampleur des coupes budgétaires. De ce fait, une légère baisse du déficit budgétaire est attendue (5,1% du PIB en 2020 contre 4% en 2021).

Ce compromis entre maîtrise des dépenses et accroissement des recettes débouchera sur une croissance amorphe de 1,7% en 2020 et 1,4% en 2021. “Si des réformes structurelles sont menées du côté des subventions et du climat des affaires, le déficit courant baissera pendant cette période (6,8% du PIB)”, estime le rapport.

Ce qui le rendra gérable au vu du niveau substantiel des réserves (13 mois d'importation d'ici à la fin 2019). Selon la Banque mondiale, l'économie offre des possibilités limitées de réduction de la pauvreté (ou de la vulnérabilité) en raison de la faiblesse de la croissance économique et du niveau chroniquement élevé du chômage. “Même si les pouvoirs publics s'emploient à diversifier l'économie et à donner une plus grande place au secteur privé, notamment en attirant des investisseurs étrangers, peu d'améliorations sont prévues à court et moyen termes, ce qui devrait limiter l'ampleur des créations d'emplois”, estime-t-elle, soulignant l'urgence d'engager d'ambitieuses réformes, dont certaines ont été énoncées par les autorités dans le décret accompagnant le recours au financement non conventionnel du déficit.

Pour atténuer les effets potentiellement négatifs des réformes sur les populations vulnérables, la Banque mondiale estime qu'il faudra renforcer les capacités statistiques du pays, afin d'actualiser les études sur les conditions de vie et de mener une évaluation exhaustive de l'impact des réformes sur la pauvreté et le bien-être.